

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR  
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 16 au 20 octobre 2017

**JEUDI**  
**19 octobre 2017**  
**à 14 h 15**

## **Questions orales**

### **Projets et proposition de loi**

1. **Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n°s 2548/1 à 4.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Monica De Coninck]
2. **Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 2549/1 à 3.**  
[matière visée à l'article 78 de la Constitution - Rapporteur : Mme Monica De Coninck]
3. **Projet de loi modifiant la loi du 30 août 2013 portant le Code ferroviaire, n°s 2616/1 à 3.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Gwenaëlle Grovonijs]
4. **Proposition de loi (MM. Koen Metsu, Brecht Vermeulen et Koenraad Degroote) modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile en ce qui concerne la téléréunion, n°s 2269/1 à 3.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu]
5. **Projet de loi relatif aux assistants et agents de sécurisation de police et portant modification de certaines dispositions concernant la police, n° 2647/1.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Nawal Ben Hamou et M. Eric Thiébaud]
6. **Projet de loi portant assentiment à l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, fait à Saint-Domingue le 25 octobre 2016, n°s 2604/1 à 3.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Vincent Van Peteghem]
7. **Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints de membres du personnel diplomatique et consulaire, fait à Pretoria le 14 janvier 2016, n°s 2644/1 à 3.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]

8. Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas visant à adapter la frontière entre les communes néerlandaises d'Eijsden-Margraten et de Maastricht et la ville belge de Visé, et à l'Annexe, faits à Amsterdam le 28 novembre 2016, n°s 2667/1 à 3.

[matière visée à l'article 78 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Peter Luykx et Jean-Jacques Flahaux]

**Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**  
(voir annexe)

**Votes nominatifs**

sur les projets et la proposition de loi terminés.

---

**à 18 h 05**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---

## Annexe

### Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution (M. Tim Vandenput, Mme Annemie Turtelboom et M. Vincent Van Quickenborne) relative à la prise de sanctions à l'encontre du régime vénézuélien, n° 2684/1.
2. Proposition de résolution (MM. Michel de Lamotte et Benoît Lutgen) relative au contrôle du démarchage téléphonique, n° 2686/1.
3. Proposition de résolution (Mme Catherine Fonck) visant à lutter contre les troubles auditifs liés à une exposition sonore excessive et inadaptée et à améliorer leur prise en charge, n° 2692/1.
4. Proposition de loi (Mme Catherine Fonck) visant à transposer la Directive 2002/14/ CE établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne, concernant les entreprises publiques autonomes, afin de garantir le droit à l'information et à la consultation des travailleurs, n° 2696/1.
5. Proposition de loi (Mme Catherine Fonck) modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail visant à lutter contre les licenciements liés à la maternité, n° 2697/1.
6. Proposition de résolution (Mme Véronique Caprasse et M. Olivier Maingain) relative à la suppression du contingentement fédéral limitant le nombre de médecins et de dentistes, n° 2698/1.
7. Proposition de loi (MM. Eric Thiébaud, Laurent Devin, Paul-Olivier Delannois et Philippe Blanchart) modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en vue d'améliorer le fonctionnement des zones de secours, n° 2699/1.
8. Proposition de loi (MM. Raoul Hedebouw et Marco Van Hees) modifiant la réglementation en vue de relever le montant de certaines prestations au niveau du seuil de pauvreté européen, n° 2700/1.
9. Proposition de loi (M. Christian Brotcorne) modifiant la législation relative aux relations entre parents ou tuteurs et accueillants familiaux et l'organe compétent en matière d'accueil familial afin de mieux prendre en compte les situations où un accord relatif aux conditions d'hébergement ne peut être trouvé, n° 2703/1.
10. Proposition de loi (Mme Fabienne Winckel, MM. Eric Massin et Ahmed Laaouej et Mmes Karine Lalieux et Özlem Özen) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un service des créances alimentaires au sein du SPF Finances afin que les paiements des avances ne soient pas soumis à des conditions de revenus, n° 2705/1.

11. Proposition de loi (MM. Stefaan Vercamer, Franky Demon, Roel Deseyn et Servais Verherstraeten et Mme Nahima Lanjri) relative à la numérisation et au contrôle des contrats de travail intérimaire journaliers, n° 2706/1.
  12. Proposition de loi (MM. Philippe Goffin, Gilles Foret et Gautier Calomne) visant à modifier l'article 445 du Code d'instruction criminelle, en vue de renforcer l'apparence d'impartialité lorsque la procédure en révision de condamnations pénales définitives repose sur l'apparition d'un fait nouveau, n° 2707/1.
-